

Grève pour l'Avenir du 21 mai 2021

Résolution des enseignantes et enseignants du Gymnase de La Cité, adressée à Mme Nuria Gorrite, Présidente du Conseil d'Etat, Mme Cesla Amarelle, Cheffe du DFJC.

Le diagnostic posé sur l'état de notre planète est sombre. Aujourd'hui, la rupture des équilibres fondamentaux entre la Terre et ses habitant·e·s n'est plus une menace mais une réalité : nos modes de vie et nos modèles de développement sociaux-économiques nous ont conduit·e·s dans **une période de crise environnementale et d'instabilité climatique**.

Si ce constat appelle à **des mesures immédiates et très ambitieuses**, il semble échapper en grande partie à nos autorités politiques, notamment au niveau cantonal. En effet, derrière les effets d'annonce du Plan climat vaudois se cachent **des mesures timides et des investissements beaucoup trop modestes**. Nous sommes loin de l'appel du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) à « **modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société** ».

Nous constatons que ce décalage entre la réalité des bouleversements écologiques et les mesures mises en œuvre pour y faire face se retrouve dans le secteur de l'éducation. **Si le Plan climat vaudois identifie la formation comme un « moteur du changement », il ne s'agit pour l'heure que d'une déclaration**. Les structures mises en place à l'heure actuelle (cellule et plateforme durabilité) apparaissent beaucoup trop maigres face à l'ampleur des défis. Et un saupoudrage de durabilité sur quelques aspects isolés du système scolaire, comme le prévoit le crédit d'investissement (EMPD) demandé au Grand Conseil, ne suffira pas !

C'est pourquoi nous appelons de nos vœux **l'adoption rapide d'une politique de durabilité ambitieuse dans le secteur de l'éducation**, via une démarche globale et systémique, effectuée en concertation étroite et régulière avec les actrices et acteurs de l'école, en particulier les enseignant·e·s. Cette politique doit prendre en compte tous les aspects de la vie scolaire, que ce soit **dans les contenus et les pratiques d'enseignement, les infrastructures, la mobilité, l'alimentation et les investissements liés à notre caisse de pensions**.

Fort·e·s de ces constats, nous, enseignant·e·s au Gymnase de La Cité, sommes mobilisé·e·s en cette journée de « Grève pour l'Avenir », en prenant part à plusieurs actions, sur notre lieu de travail et dans la rue, pour signifier l'urgence de la situation, et demandons :

- dès la rentrée scolaire 2021-2022 :

- la mise en place des mesures prévues dans l'EMPD adressé au Grand Conseil : projets pédagogiques, réseau de référent·e·s durabilité, contenus et outils permettant d'enseigner les enjeux climatiques et environnementaux ;
- **un bilan écologique** de la situation de l'école vaudoise et des états généraux pour identifier les leviers à actionner afin que celle-ci puisse vraiment agir comme « moteur du changement » ;
- **un plan d'actions et un calendrier** indiquant explicitement les étapes des transformations à réaliser.

- dès la rentrée 2022-2023 :

- **une révision concertée des plans d'étude** et des ressources pédagogiques ;
- **du temps et des moyens supplémentaires** (décharges, journées de collaborations entre les files, formations continues) pour nous former et réorienter nos enseignements de manière adaptée à l'urgence environnementale ;
- **des conditions de travail et d'étude** (nombre d'élèves par classe, coordination horaire des cours) qui permettent d'amorcer la transition nécessaire vers la durabilité, notamment en terme de collaboration entre les disciplines ;
- **un environnement de travail et d'apprentissage exemplaire** du point de vue écologique, à savoir, pour notre gymnase et tous les bâtiments scolaires :
 - o **la généralisation des mesures d'assainissement énergétique** (chauffage, isolation, lumières, équipements électroniques, etc.) ;
 - o **une offre alimentaire** (cafétéria) respectueuse de l'environnement et à un prix abordable pour tout·e·s les usagère·s ;
 - o **une politique ambitieuse de soutien à la mobilité douce** et à l'utilisation des transports publics pour se rendre sur le lieux de travail et d'étude ;
- le remplacement de l'éducation numérique par **la mise en place d'une éducation au numérique**, c'est-à-dire à ses conséquences sociales et environnementales ;
- le désinvestissement de notre **caisse de pensions (CPEV)** dans les activités néfastes pour l'environnement et les sociétés humaines.

Notre réflexion et notre mobilisation ne font que commencer ; nous les poursuivrons avec détermination les semaines, mois et, si nécessaire années à venir pour que toutes les mesures politiques responsables menant au « changement » promis soient enfin prises.

Lausanne, le 21 mai 2021